

20230922 Le Monde

https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/09/22/comment-le-travail-des-immigres-contribue-a-limiter-la-penurie-de-main-d-uvre-en-france_6190413_3234.html

Comment le travail des immigrés contribue à limiter la pénurie de main-d'œuvre en France

Agents de sécurité, aides-soignantes, médecins hospitaliers... Les travailleurs venus d'autres pays sont essentiels pour faire fonctionner de nombreux secteurs. Enquête sur un déni français, loin du fantasme de la submersion démographique agité par l'extrême droite.

Par [Marie Charrel](#)

Article réservé aux abonnés

Il se souvient des poèmes et des dessins d'enfants, des saluts depuis les fenêtres, et même des chocolats qu'un matin une jeune femme bravant le confinement lui avait offerts. Eboueur dans la petite couronne parisienne, Bakary (il préfère ne pas donner son nom) pensait que les gestes de solidarité envers sa profession durant la pandémie de Covid-19 avaient changé les choses. « *Soudain, on nous célébrait, nous, les premières lignes et les immigrés, sans qui le pays ne tient pas debout* », raconte cet Ivoirien de 43 ans, arrivé en France il y a quinze ans.

Bakary aimerait ne pas être le seul à se souvenir des poèmes. Lui a une carte de résident, mais il s'inquiète pour ses collègues, nombreux, qui n'en ont pas. « *Parfois, je suis en colère, parfois, je pleure. Entre les patrons bien contents d'exploiter les sans-papiers et ceux qui voudraient nous mettre dehors, où sont passés ceux qui applaudissaient les héros du Covid ?* »

Depuis sa présentation en conseil des ministres, début 2023, le projet de loi relatif à l'immigration, qui devrait être examiné par le Sénat début novembre, déchire la classe politique, et plus encore : il met en lumière les tabous et crispations de la société française sur le sujet. En particulier l'article 3, qui propose de créer un « titre de séjour » pour les métiers en tension, afin de régulariser temporairement les sans-papiers y travaillant.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Le titre de séjour « métiers en tension » au cœur des débats sur la loi « immigration »](#)

Le président du parti Les Républicains, Eric Ciotti, qui en a fait une ligne rouge, agite régulièrement le risque d'un « *appel d'air migratoire* », reprenant un argument cher à l'extrême droite. A l'opposé, certains membres de la majorité soulignent que ces sans-papiers sont indispensables à notre économie. « *Sans eux, des pans entiers de notre pays ne pourraient fonctionner* », ont écrit une trentaine de parlementaires, allant du MoDem et de Renaissance à Europe Ecologie-Les Verts, [dans une tribune publiée, lundi 11 septembre, par Libération](#).

Le sujet n'est pas seulement franco-français. « *Partout en Europe, des secteurs se sont retrouvés confrontés à une pénurie de main-d'œuvre encore plus criante au sortir de la pandémie, poussant certains Etats à revoir leur politique d'immigration* », rappelle Jean-Christophe Dumont, chef de la division des migrations internationales de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE).

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Les tensions de recrutement, un problème récurrent et multifactoriel](#)

« Nous avons besoin d'une immigration de main-d'œuvre qualifiée », [assurait la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, mercredi 13 septembre](#). Et pour cause : le nombre des décès dépasse aujourd'hui celui des naissances dans l'Union européenne (UE) vieillissante. Si, après deux années de baisse, sa population a crû de 2,8 millions de personnes en 2022, pour atteindre 448,4 millions d'habitants, c'est largement grâce aux flux migratoires, [montrent les données d'Eurostat](#). « Aujourd'hui, 100 % de la croissance de la force de travail de l'UE est liée à l'immigration », résume M. Dumont.

Barrière de la langue

La France, elle, accueille moins d'immigrés que ses voisins – leur nombre a progressé de 36 % entre 2000 et 2020, d'après les Nations unies (ONU), contre 75 % en Allemagne, 121 % dans les pays nordiques et 181 % en Europe du Sud.

Il n'empêche : la crise sanitaire a souligné à quel point une série de secteurs ne pourraient pas tourner sans eux. Selon la [direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques](#) (Dares) du ministère du travail, les immigrés, qui représentent 10,3 % de la population française, pèsent 38,8 % des employés de maison, 28,4 % des agents de gardiennage et de sécurité ou encore 24,1 % des ouvriers non qualifiés du BTP.

Lire aussi la tribune : Article réservé à nos abonnés [« Le recours à l'immigration de travail est inéluctable »](#)

[Une étude du Centre d'études prospectives et d'informations internationales](#) (Cepii) datée de février 2022 montre qu'ils représentent également 17 % des médecins hospitaliers et que près de la moitié (44,4 %) des travailleurs immigrés sont regroupés en Ile-de-France, où ils sont 60 % des aides à domicile. « Les entreprises désœuvrées face au manque de bras sont de plus en plus pragmatiques et sortent des sentiers battus pour trouver des candidats : elles se tournent donc vers ces profils », explique Théo Scubla, fondateur d'Each One, un cabinet spécialisé dans l'inclusion de réfugiés et d'immigrés en entreprise.



Diego Marfil, né en Espagne, agent de l'équipe de stérilisation de l'hôpital Cochin, le 6 novembre 2020.
BRUNO FERT

Bien sûr, la barrière de la langue et le besoin de qualification constituent de sérieux freins à l'emploi, sans parler de l'administratif, aux méandres kafkaïens. Pour les dépasser, les

entreprises souhaitant s'engager dans cette voie, y compris les PME, se font souvent accompagner par des associations ou sociétés spécialisées.

Malick Opa Sy a bénéficié de l'un de ces programmes. Ce Sénégalais de 45 ans, arrivé en France en 2018 et régularisé en 2020, a suivi une formation de vendeur de deux mois et demi auprès des Galeries Lafayette, à Paris. Après une période d'essai, il s'est vu offrir un CDI, il y a sept mois. « *Après des années d'intérim, j'ai enfin trouvé l'entreprise où je suis heureux et qui a besoin de moi* », témoigne-t-il. Each One, qui l'a aidé, place des travailleurs comme lui auprès de Monoprix, de Leclerc et d'autres enseignes de la grande distribution, qui y trouvent leur compte – ces profils sont en effet deux fois plus nombreux que les candidats classiques à être toujours en poste après un an.

Mais les services ne sont pas les seuls à se tourner vers ces travailleurs. « *On en parle moins, mais les besoins sont aussi massifs dans l'industrie, qui s'est historiquement construite grâce à la main-d'œuvre étrangère : les Italiens dans la Lorraine de la fin du XIX^e siècle, les Polonais dans les années 1930 ou encore les Portugais et Nord-Africains venus entre 1965 et 1975* », rappelle Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance, la banque publique d'investissement.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [A Figeac, le succès méconnu de la « Mecanic Vallée »](#)

Les 160 entreprises du cluster de la « Mecanic Vallée », qui emploient 12 000 salariés en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie, en zone rurale et périurbaine, ouvrent 800 nouveaux postes de tourneurs-fraiseurs et autres opérateurs de machines chaque année. « *C'est deux fois plus qu'avant le Covid, et nous échouons à tous les pourvoir, tant les candidats manquent*, raconte Hervé Danton, délégué général de l'association qui regroupe ces industriels. *Alors, nous allons chercher des Ukrainiens et des Maliens déjà installés dans la région, ou des Portugais et des Polonais dans leur pays.* » Des profils dont il estime le nombre à environ 300 dans ces entreprises.

« Des patrons nous paient en retard ou pas du tout »

Confronté aux mêmes difficultés, Olivier Fontaine, patron de Filair, une PME de vingt-cinq salariés fabriquant des équipements en inox à La Mothe-Saint-Héray (Deux-Sèvres), a embauché un réfugié syrien de 36 ans grâce à une association d'insertion, en mars 2022. Celui-ci travaille sur un poste de soudage électrique que l'entreprise échouait à pourvoir jusque-là. « *Nous sommes dans le Sud-Ouest rural, je craignais que son intégration dans l'équipe pose question, mais tout s'est bien passé : son engagement et son désir de travailler ont vite fait oublier les différences culturelles* », témoigne-t-il.

Lui est venu en France pour motif humanitaire, comme 14,6 % des personnes admises sur le territoire en 2021, [selon l'Insee](#). L'immigration estudiantine (32,4 %) représente le principal flux migratoire, loin devant les entrées pour motifs économiques (13,3 %), mais aussi le regroupement familial (31,7 %) – une démarche en général entreprise par le primo-arrivant après des années de présence dans le pays.

Nihad Boukaibat est ainsi arrivée du Maroc en mai 2022 pour rejoindre son mari, installé dans la région lyonnaise. La jeune femme de 28 ans a presque aussitôt intégré, comme dix-neuf autres personnes exilées, un programme de quinze semaines mené par l'association de formation Weavers et l'entreprise Accor (cours de français, de numérique, apprentissage des

métiers de l'hôtellerie...), à l'issue duquel elle s'est vu offrir un CDI dans l'un des hôtels lyonnais du groupe. « *J'ai trouvé un emploi stable et à temps plein rapidement, dans une équipe où je ne me sens pas étrangère. Je suis très reconnaissante* », raconte-t-elle.

Carole Lathouche, directrice de l'hôtel Mercure où travaille Nihad, confie que les salariés des établissements participants ont également été sensibilisés à l'accueil de ces recrues, et qu'elle est prête à renouveler l'expérience. Signe que l'intégration est amplement facilitée lorsqu'elle est accompagnée.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Travailleurs sans papiers : une enquête vise une entreprise de collecte de déchets](#)

Des histoires comme celle de Nihad Boukaibat, il y en a des milliers en France. Mais il y a celles, aussi, qui révèlent l'autre face du travail immigré, bien plus sombre. En particulier celui des sans-papiers. « *Parce qu'on ne peut pas se plaindre, des patrons nous paient en retard ou pas du tout, exigent des heures sup au pied levé, refusent les arrêts maladie. J'en ai connu des comme ça, ils en profitent* », raconte Mamadou (il n'a pas souhaité donner son nom), 33 ans, cuisinier à Nice.

Arrivé de Mauritanie en 2015 pour étudier la sociologie, il s'est retrouvé sans titre de séjour après son diplôme, en 2019. « *Pourtant, je paie des impôts depuis 2017. J'ai gardé toutes mes fiches d'imposition et j'ai toujours travaillé sous mon nom.* » Aujourd'hui, il est salarié d'un restaurant dont le patron a accepté de lancer les démarches administratives avec lui, afin qu'il soit régularisé. Mais combien d'autres, avant, ont refusé de l'aider ?

« Question coloniale non digérée »

« *Il y a une véritable hypocrisie dans l'hôtellerie-restauration, dénonce Nicolas Bergerault, le fondateur de l'Atelier des chefs, une entreprise qui anime des cours de cuisine aux particuliers et des formations aux métiers de services. Beaucoup d'établissements offrent des conditions de travail déplorables et se plaignent de peiner à recruter. La solution n'est pas d'aller chercher des immigrés ou des sans-papiers contraints d'être corvéables à merci, mais d'améliorer ces conditions.* »

Lire aussi notre enquête : Article réservé à nos abonnés [Travail des immigrés, l'hypocrisie française](#)

Il n'en va pas autrement dans la sous-traitance en cascade du BTP, le nettoyage et les plateformes de livraison, où les témoignages comme celui de Mamadou sont légion. « *C'est le fond du problème : ces pratiques s'apparentent à du dumping social organisé* », déplore Gérard Ré, membre du collectif immigration de la CGT. La confédération syndicale réclame la régularisation de ces personnes, soulignant également qu'on ne peut pas se contenter de les considérer uniquement comme une force de travail. « *Sans régularisation, l'Etat valide le fait que des travailleurs n'ont pas les mêmes droits que les autres sur notre sol* », ajoute M. Ré. Sachant que le nombre total de sans-papiers, en emploi ou non, est estimé de 300 000 à 750 000 personnes, selon les sources.



Georgette, Ivoirienne réfugiée en France depuis 2014, femme de ménage dans des bureaux en Ile-de-France, le 26 avril 2022. CAMILLE MILLERAND

La France a pourtant une longue expérience de l'immigration, rappelle-t-il. Celle-ci a pris son essor au XIX^e siècle, au moment où les autres pays européens étaient encore des terres d'émigration. Trois grandes vagues migratoires se sont succédé, à la fin du XIX^e siècle, durant les années 1920, puis pendant les « trente glorieuses ». Chaque fois, il s'est agi d'une immigration de travail. Chaque fois, ces vagues ont été marquées par des « *ruptures brutales lors des crises économiques qui les ont suivies* », soulignent [les travaux de l'historien Gérard Noiriel](#). En 1934, la France expulse les Polonais à la suite de la crise de 1929 et la poussée des ligues d'extrême droite. En 1972, la circulaire Marcellin-Fontanet freine l'entrée des travailleurs étrangers, alors que la croissance marque le pas.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Les 100 réformes qui ont durci la condition des immigrés en France](#)

« Depuis la fin du XIX^e, les mêmes arguments xénophobes resurgissent régulièrement : le fantasme de la submersion démographique, la crainte des étrangers qui volent nos emplois et pervertissent la nation », relève Laurent Dornel, historien à l'université de Pau et des pays de l'Adour. *« Cela explique pourquoi la classe politique française, également prisonnière des amalgames avec le problème des banlieues et de la question coloniale non digérée, échoue aujourd'hui à mener une politique migratoire rationnelle »,* estime Catherine Wihtol de Wenden, politologue spécialiste des migrations à Sciences Po.

Pourtant, les travaux d'économistes, de sociologues, de démographes européens comme américains démontant ces arguments ne manquent pas. A l'exemple de ceux sur les finances publiques. *« Les immigrés touchent des aides sociales et allocations, mais ils paient aussi des taxes, impôts et contributions sociales : la difficulté est de mesurer la différence »,* résume Lionel Ragot, économiste à l'université Paris-Nanterre, auteur d'une [étude sur le sujet](#) en 2021. Les différentes évaluations n'utilisent pas toujours la même méthodologie. *« Mais toutes montrent que l'incidence des immigrés sur le budget public est à peu près neutre »,* explique Hippolyte d'Albis, de l'Ecole d'économie de Paris.

Que dire du marché du travail ? *« Il convient de différencier les vagues d'immigration massives et temporaires de l'immigration régulière et étalée dans le temps »,* explique Anthony Edo, spécialiste du sujet au Cepii. Cela dépend, en outre, du niveau de diplôme des arrivants, de la reconnaissance ou non de leurs qualifications et de la vitesse à laquelle ils peuvent accéder au marché du travail – d'où l'importance de politiques d'intégration efficaces.

« Complexités administratives »

En la matière, les travaux de David Card, économiste à Berkeley (Californie) et prix Nobel d'économie 2021, font référence. Il s'est penché sur l'« exode de Mariel », lorsque, en 1980, 125 000 Cubains expulsés par le régime de Fidel Castro par le port de Mariel se sont installés aux Etats-Unis, dont près de la moitié à Miami. L'économiste a étudié comment la ville de Floride avait « absorbé » ces arrivées, en comparant l'évolution des indicateurs économiques avec ceux de quatre autres villes. Résultat : ce choc migratoire n'a pas fait exploser le chômage ni fait plonger les salaires.



Amadou, 29 ans, Sénégalais et chef cuisinier dans un restaurant vietnamien situé dans le 12e arrondissement de Paris, le 18 février 2022. CAMILLE MILLERAND

« A court terme, l'arrivée d'immigrés peut néanmoins freiner la progression des salaires de personnes de mêmes qualifications peu élevées dans le pays d'arrivée – le plus souvent, il s'agit d'ailleurs des immigrés des vagues précédentes », nuance Anthony Edo. « Mais il faut également prendre en compte les effets indirects et de complémentarité, ajoute Ekrame Boubtane, chercheuse associée à l'Ecole d'économie de Paris. L'afflux d'immigrées peu qualifiées, notamment des Philippines, aux Etats-Unis, a ainsi augmenté l'offre d'aides à domicile pour les enfants et augmenté par ricochet le taux d'emploi des femmes américaines qui les ont embauchées », explique-t-elle, citant entre autres les travaux de l'économiste américaine Patricia Cortes.

Si l'on s'en tient au seul produit intérieur brut, l'effet est nettement positif – les immigrés consomment et se logent, gonflant mécaniquement l'activité. Cependant, leur contribution est d'autant plus forte que leur niveau de qualification est haut. Une [étude du Cepii](#) de juin rappelle ainsi qu'entre 1965 et 2010 l'immigration aux Etats-Unis a entraîné une augmentation supplémentaire de 8 % des brevets par habitant. Et qu'en France la hausse de 1 point de pourcentage de travailleurs immigrés qualifiés dans un département permet aux entreprises locales de déposer 5,2 % de brevets supplémentaires.

« L'immigration qualifiée pourrait être un véritable atout pour l'innovation et le dynamisme économique de la France », insiste Emmanuelle Auriol, de l'Ecole d'économie de Toulouse. « Mais à tant s'enliser dans des considérations sécuritaires et complexités administratives, elle oublie qu'elle doit fournir de sérieux efforts si elle veut attirer les cerveaux que d'autres pays, comme les Etats-Unis ou le Canada, se disputent », explique Camille Le Coz, chercheuse au Migration Policy Institute, un centre de réflexion indépendant.

L'Allemagne, elle, l'a compris également et voit l'extrême droite se renforcer. Le sujet soulève aussi les craintes d'une partie de la population, notamment au regard des problèmes de logement. Pourtant, « *la peur d'une pénurie croissante de salariés suscite un sentiment d'urgence dans l'industrie et a fait basculer le gouvernement vers une politique prioritaire d'attractivité de la main-d'œuvre qualifiée* », expliquent Dorothee Kohler et Jean-Daniel Weisz, du cabinet Kohler Consulting & Coaching, auteurs d'une [étude sur le sujet pour Bpifrance](#) publiée en septembre.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés « [L'image de l'immigré illettré ne correspond plus à la réalité](#) » : l'immigration, source de renouveau de l'économie allemande

Pour combler les besoins vertigineux – deux millions de postes étaient vacants outre-Rhin fin 2022 –, il n'est désormais plus nécessaire de justifier, pour les employeurs, être à la recherche de personnel pour des métiers en tension. Le gouvernement s'apprête, en outre, à faciliter l'acquisition de la double nationalité et à réduire les barrières administratives à l'entrée sur le territoire pour les travailleurs, afin de limiter les freins à l'intégration. Il espère ainsi convaincre les nouveaux arrivants et leurs familles de rester durablement en Allemagne.

[Marie Charrel](#)